

Les 50 ans du Traité de l'Élysée (1/3)

Un tandem franco-allemand toujours sans alternative



Paris, le 22 janvier 1963. Le général de Gaulle embrasse le chancelier allemand Konrad Adenauer après la signature du traité au Palais de l'Élysée.

Lundi 21 janvier sera célébré le 50^e anniversaire du Traité de l'Élysée, qui relança la coopération franco-allemande. Jusqu'à vendredi, sulla el fin de notre série d'articles entamée il y a un an.

Cela n'a jamais été un secret : le lancement de la première communauté européenne, celle du charbon et de l'acier en 1950, avait surtout pour but de sceller une communauté de destin entre les Français et les Allemands. Plutôt que de se contenter de prêcher pour la réconciliation, il s'agissait de rendre les deux pays dépendants l'un de l'autre et de les forcer ainsi à travailler ensemble.

Que les pays du Benelux et l'Italie participent à l'aventure fut une certitude bienvenue sur le gâteau, mais de toute évidence, sans la France et l'Allemagne, il n'y aurait pas eu de gâteau du tout.

Leaders naturels

Leur responsabilité commune pour la paix et leur poids économique a fait de ces deux pays les leaders naturels de l'Europe naissante des années 50. L'étonnante réussite de leur réconciliation bientôt mue en partenariat, voire en amitié, a conféré une certaine légitimité à ce leadership exercé en tandem. Sans pouvoir imposer quoi que ce soit aux autres États-membres, la France et l'Allemagne ont néanmoins été à l'origine de la quasi-totalité des décisions menant vers une « union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » que visait le Traité de Rome.

Quarante ans après le premier élargissement qui a porté le nombre des États-membres de

6 à 9, et quelques mois avant d'accueillir son 28^e membre, la Croatie, que reste-t-il du « moteur franco-allemand » ? C'est bêtement mathématique : plus la communauté est nombreuse et moins pèse la voix de chaque membre. C'est valable aussi pour la France et l'Allemagne. En même temps, face au risque de blocage permanent, les 27 n'ont pas trouvé d'alternative crédible aux initiatives franco-allemandes. Il en résulte que même ceux qui dénoncent, méfiant, l'existence d'un « directoire » franco-allemand, tournent souvent les yeux vers le tandem en question pour faire avancer l'ensemble.

Une communauté de destin

Paradoxalement, au moment où la crise économique semble conférer à l'Allemagne toujours plus d'autorité, celle-ci a peut-être encore plus besoin qu'avant du soutien de la France. Quand elle a l'air de décider toute seule, cela fait grincer des dents à travers l'Europe entière. La France, elle, peut jouer le rôle de pont entre le Nord et le Sud, entre les pays prospères et ceux qui connaissent le plus de difficultés. D'une manière ou d'une autre, sans une bonne entente entre Allemands et Français, l'Europe est condamnée à la stagnation. Comme l'avaient souhaité les pères fondateurs, ce n'est pas une alliance de circonstance mais bel et bien une communauté de destin.

Albrecht SONNTAG
Directeur du Centre de recherche
en Intégration européenne à
l'École supérieure des sciences
commerciales d'Angers (ESSCA)